

CONFÉRENCE DE PRESSE

LES DÉFIS DE LA TRANSITION DIGITALE AU LUXEMBOURG

13 juillet 2022

Luc Frieden, Président de la Chambre de Commerce

Marc Niederkorn, Membre élu de la Chambre de Commerce

**Une étude afin
d'évaluer le coût de
la non-digitalisation
du secteur public**

Le pourquoi de l'étude

- Programme gouvernemental : digitalisation = **priorité** majeure
- Création d'un **Ministère** dédié, ayant pour vocation de coordonner les différentes initiatives en la matière et d'assurer leur mise en œuvre

- MAIS**
- Les crédits budgétaires sont faibles puisque les dépenses courantes du Ministère de la Digitalisation dépassent à peine 1% du total des dépenses de l'Etat
 - Il est particulièrement difficile de faire émerger le budget total dédié à la digitalisation, ce manque de lisibilité pourrait nuire à l'atteinte des ambitions du Luxembourg

Profiter du Momentum !

La crise sanitaire a donné une **impulsion** majeure



Etude qui tente d'identifier les bénéfices économiques que pourrait induire une digitalisation accrue du secteur public luxembourgeois, et donc le coût actuel de cette non-digitalisation



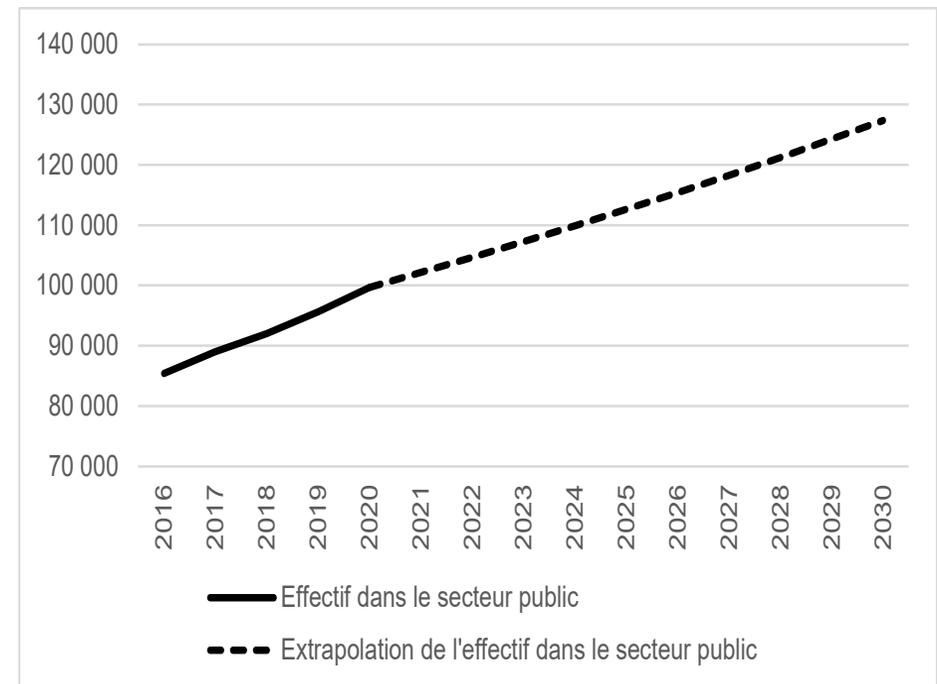
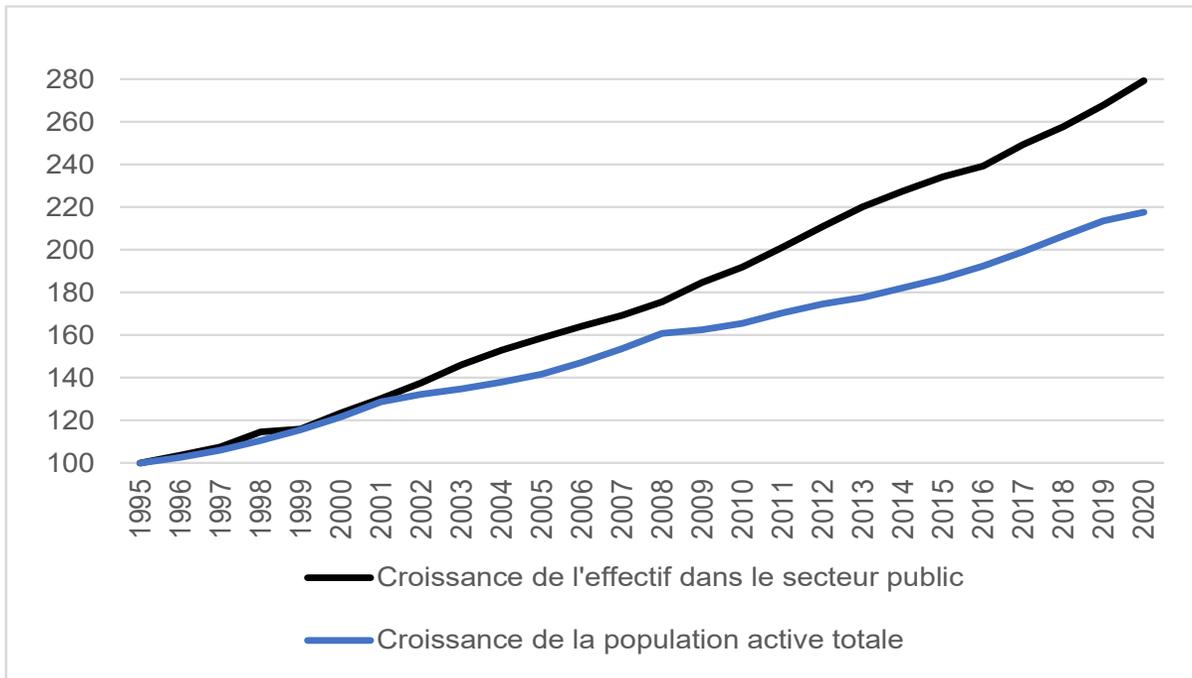
Etude perfectible car elle se base sur des hypothèses et des raccourcis, mais qui a le mérite de donner pour la 1^{er} fois une tendance claire

De plus en plus de ressources drainées vers le secteur public

La croissance de l'effectif du secteur public est plus forte que celle de la population active

99.700 salariés en 2020 dans le secteur public

Environ 130.000 salariés en 2030 dans le secteur public



Evolution de l'effectif dans le secteur public et de la population active totale (Indice 100 en 1995)

Evolution de l'effectif dans le secteur public d'ici à 2030

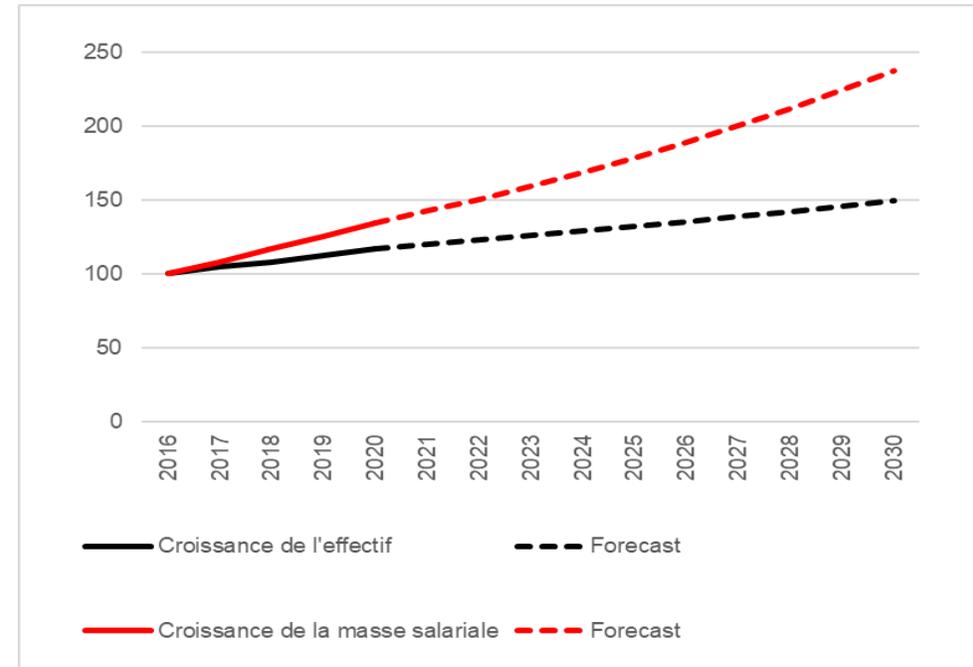
Une main-d'oeuvre qui s'envole, une masse salariale aussi

En 2021, **4.500 personnes** devaient être embauchées dans le secteur public : soit déjà plus de 80% des ressources d'une classe d'âge au Luxembourg

2.446 pour s'adapter à l'évolution de la population et **2.054** pour compenser les départs en retraite

	Compensation des départs en retraite	Compensation de l'évolution de la population	Total
O - Administration publique	583	393	976
P - Enseignement	451	466	918
Q - Santé humaine et action sociale	1.020	1.586	2.606
Total	2.054	2.446	4.500

Evolution de l'effectif et de la masse salariale du secteur public d'ici à 2030 (Indice 100 en 2016)



A politique inchangée, la masse salariale du secteur public passerait de **8,1 milliards d'euros** en 2020 à **14,2 milliards d'euros** en 2030 selon nos hypothèses.

Mettre en œuvre le potentiel d'automatisation des activités

Le potentiel d'automatisation des activités par la mise en œuvre progressive de solutions techniques actuellement existantes, matures et prouvées :

- 37% dans l'administration publique
- 26% dans l'éducation
- 36% dans le domaine social

... et un **potentiel significatif** dans le secteur privé dû à la simplification

Exemples concrets :

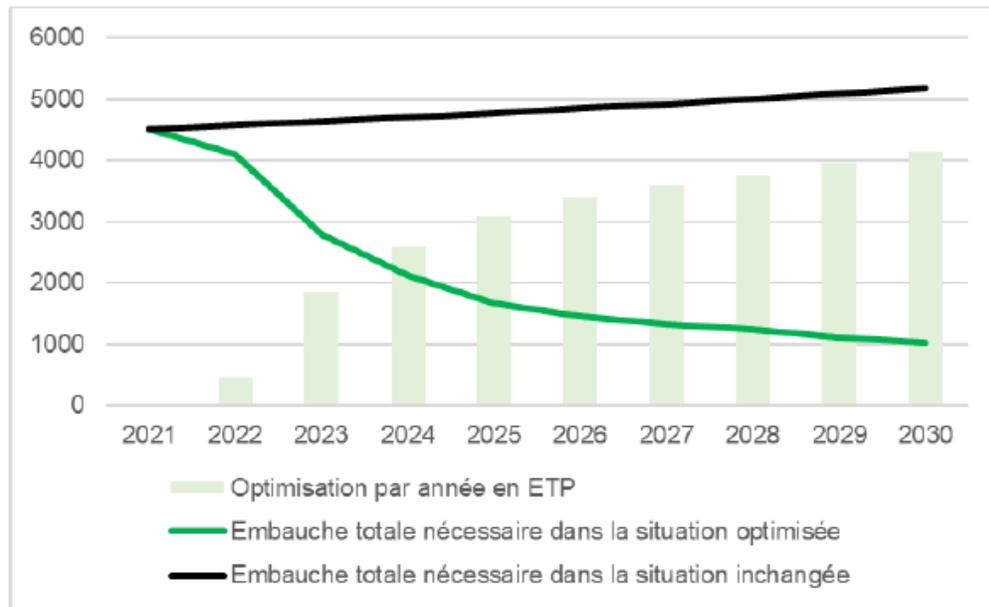
- Simplification de procédures
 - « Only once »
 - Partage des données
 - Optimisation des processus
- Utilisation systématiques de technologies modernes
 - *Facturation électronique*

Potentiel atteint en réorganisant les tâches et en ne remplaçant pas tous les départs en retraite

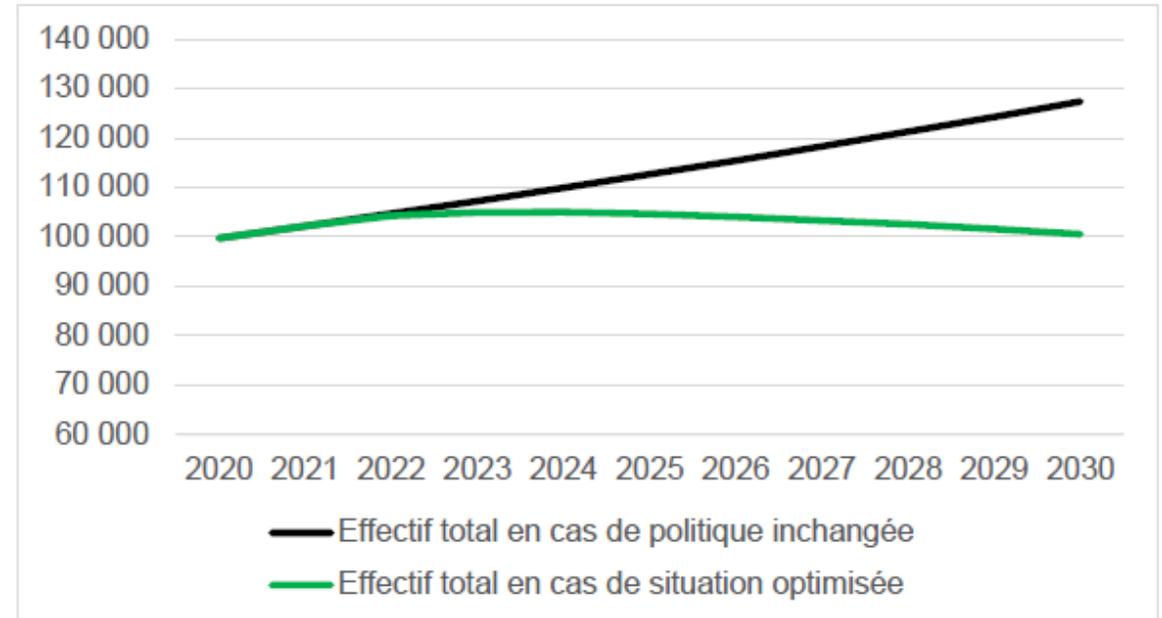
➔ Potentiel complet ne peut pas être atteint à très court terme

Digitaliser pour optimiser les ressources humaines ...

La situation optimisée permet de **stabiliser le nombre de salariés du secteur public à environ 100.000 personnes à l'horizon 2030** (contre **130.000 personnes** à politique inchangée)



Comparaison des embauches nécessaires entre la situation à politique inchangée et la situation optimisée

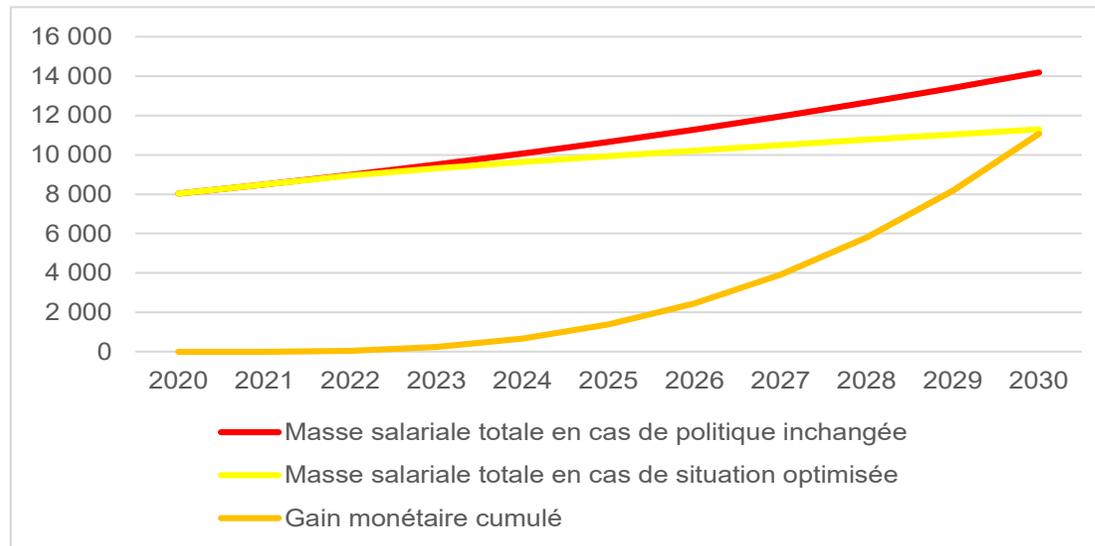


Comparaison de l'évolution de l'effectif du secteur public entre la situation à politique inchangée et la situation optimisée

... et les moyens à redéployer

La situation optimisée permettrait de dégager un gain monétaire substantiel, qui irait en augmentant proportionnellement à la digitalisation croissante des services publics, qui ainsi **s'autofinancerait**

En 2030, les gains cumulés résultant de l'optimisation pourraient atteindre **11 milliards d'euros**



Comparaison de la masse salariale du secteur public à politique inchangée et en cas de situation optimisée (En millions d'euros)

Si hypothèse que 10% du potentiel d'optimisation du secteur privé est acquis grâce à l'optimisation du secteur public : **5 milliards d'euros** d'économies cumulées du secteur privé qui peuvent être attribués à la digitalisation du secteur public

**Accompagner les
entreprises dans les
changements en
matière de facturation
électronique**

Un état des lieux insatisfaisant ...

La loi du 13 décembre 2021 rend obligatoire la soumission électronique de toutes les factures en rapport avec des « marchés publics »

Du côté des entreprises

Beaucoup d'entreprises ne sont pas prêtes

- **Grandes entreprises (mai)**
- **PME/PMI (septembre)**
- **Autres (fin de l'année)**

Les solutions choisies par la plupart des entreprises ne sont pas intégrées et nécessitent des interventions manuelles, rendant caduques des bénéfices éventuels

Du côté de l'Administration publique

240 entités gouvernementales ont été publiées dans le Directory Peppol, mais de nombreuses entités doivent encore être enregistrées

Parmi celles enregistrées, la forme de l'enregistrement varie fortement

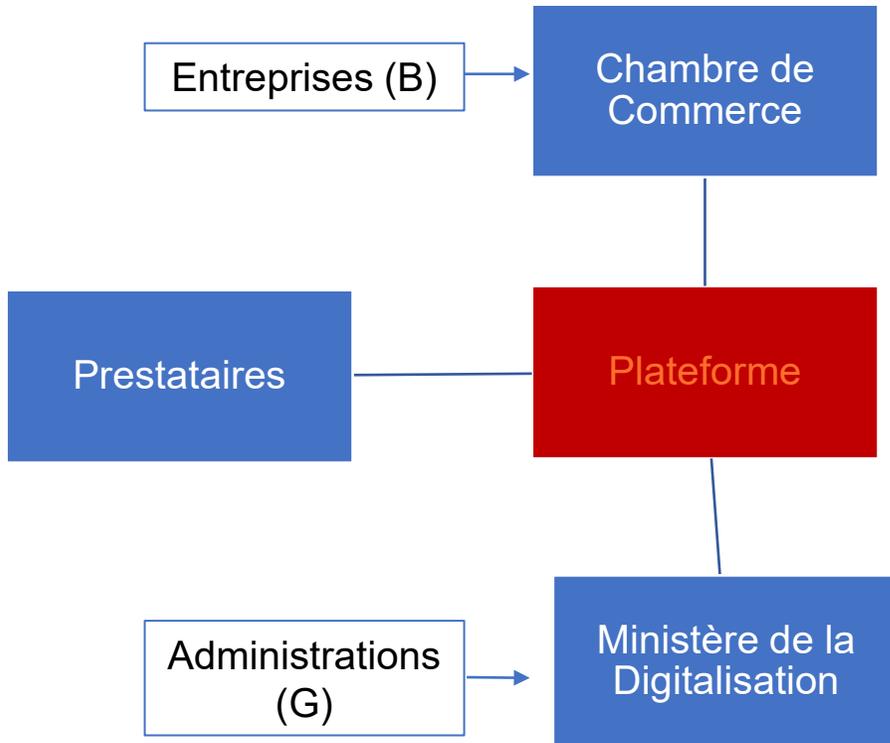
L'ensemble du processus de facturation n'est pas digitalisé

Une faible partie du potentiel complet est utilisé (p.ex. pièces jointes)



Une brique importante de la digitalisation ne génère pas de bénéfices tangibles

... qui pousse à agir en commun via une plateforme d'échange entre les acteurs



Plateforme qui permet de :

- Créer un **lieu commun de coordination & d'accompagnement** à la digitalisation permettant de :
 - Dresser un bilan sur la première vague B2G après la première échéance du 18 mai 2022
 - Communiquer/former et sensibiliser
 - Créer un « baromètre » pour donner de la transparence (qui est prêt, à quel niveau d'intégration) pour cette phase et les phases ultérieures
 - Mobiliser les acteurs afin de déployer une aide technique (et financière) pour l'intégration des solutions d'e-invoicing
- Donner une **perspective claire** sur des étapes amitieuses à venir
 - Evolution du e-invoicing vers le B2B
 - Offre de services à valeur ajoutée (comme l'automatisation et la digitalisation de certains processus, etc.)



**Les propositions de la
Chambre de
Commerce**



Des propositions pour accélérer la transition digitale



La Chambre de Commerce ...

- ... *invite* au développement d'une **vision, articulée et chiffrée**, de l'impact souhaité de la digitalisation sur tous les secteurs de la société (santé, éducation, commerce, ...)
- ... *invite* l'Etat à considérablement augmenter ses **investissements** dans la digitalisation des services publics (administrations, santé, éducation), qui ne pourront être « absorbés » que par la présence des talents nécessaires
- ... *invite* l'Etat à encourager l'investissement au sein des entreprises privées à travers une **mesure fiscale** en faveur de l'investissement digital et à travers des instruments de financement spécifiques
- ... *organisera* le **dialogue public/privé** à travers un forum de discussion et d'échange régulier (« Assises de la digitalisation ») en vue de coordonner les initiatives

Des propositions pour accélérer la transition digitale

- ... *réfléchira* à la création d'un « **observatoire de la digitalisation des démarches** » qui va collecter les attentes de ses ressortissants sur les procédures et démarches pour lesquelles une digitalisation sera bénéfique afin d'en mesurer concrètement le progrès. L'objectif de cet observatoire, qui existe notamment en France, est de mesurer et améliorer la qualité de dématérialisation des démarches et procédures administratives. L'impact est double : simplifier les démarches en ligne et créer un gain de temps et de ressources pour les entreprises.
- ... *proposera* sa collaboration active dans des **dossiers spécifiques et particulièrement sensibles** (p.ex. facturation électronique),
- ... *jouera* son rôle de partenaire dans la formation et dans le redéploiement des **talents** à travers son activité formation.

MERCI DE VOTRE ATTENTION

CHAMBER
OF COMMERCE
LUXEMBOURG
POWERING BUSINESS

cc.lu    @ccluxembourg

Au service des entreprises
et de l'économie

HOUSE OF
TRAINING

by Luxembourg Chamber
of Commerce and ABL

houseoftraining.lu

HOUSE OF
ENTREPRENEURSHIP

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

houseofentrepreneurship.lu

HOUSE OF **STARTUPS**

powered by the Luxembourg Chamber of Commerce

host.lu